

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 08/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ESKA

34 RUE DE L'EXPANSION
67150 ERSTEIN

Code AIOT : 0006701600

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement ESKA implanté 34 RUE DE L'EXPANSION - 67150 ERSTEIN. L'inspection a été annoncée le 10/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a porté sur une action nationale 2025 : Prévention des incendies dans le secteur des déchets (DEEE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESKA
- 34 RUE DE L'EXPANSION - 67150 ERSTEIN
- Code AIOT : 0006701600
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société exploite une plateforme de tri et valorisation de déchets.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8 : action nationale 2025 : Prévention des incendies dans le secteur des déchets (DEEE)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation Administrative	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012 et courrier du 07/12/2017, article 1	Sans objet
2	Fonctionnement des Installations	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, articles 7.2.3 & 7.2.4	Sans objet
3	Surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 9.2	Sans objet
4	Stock des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 7.1.1	Sans objet
5	Tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, articles 5.1.2 & 7.1.2	Sans objet
6	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, articles 4.2.2 & 7.6.6.2	Sans objet
7	Maîtrise des incendies	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, articles 7.3.3 & 7.6.6.1 & 7.6.5	Sans objet
8	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, articles 7.2.1.1 & 7.6.3 & 7.6.4	Sans objet
9	Administratif	Arrêté Ministériel du 24/12/2022	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 26/03/2025 a permis d'établir un état des lieux de la situation administrative ainsi que de mener l'action nationale 2025 : « prévention des incendies dans le secteur des déchets (DEEE) ».

L'inspection n'a pas constaté de non-conformité notable lors de la visite.

Le site réceptionne principalement les déchets métaux et alliages de métaux. C'est le site "post broyage" des centres du groupe.

L'activité de réception de DEEE est marginale : Il s'agit des "erreurs de tri" émanant des centres ainsi que de dépôt d'industries locales, de particuliers.

La gestion des DEEE est correctement gérée, connue par le personnel. La prévention incendie est constamment à l'ordre des priorités sur le site et donc également pour l'activité DEEE.








L'inspection demande à l'exploitant la prise en compte des remarques citées dans les constats.

Aucune suite administrative n'est proposée à ce stade.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation Administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, et courrier du 07/12/2017, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Vérification Nomenclature
Prescription contrôlée :
ARTICLE 1 de l'arrêté préfectoral du 15/10/2012 et courrier du 07/12/2017 annexé (régularisation de la nomenclature du site dans GUN ; extrait)

Rubriques *	Alinéa	Nature	Quantité totale / Capacité totale	Régime en vigueur	Régime autorisé	Etat technique	Etat administratif	Motif	Date du motif
2710	1.a	collecte de déchets dangereux-A	35 t	A	A		En vigueur	Déclaration de l'antériorité	07/12/2017
2710	2.a	collecte de déchets non dangereux-E	1 030 m3	E	A		En vigueur	Déclaration de l'antériorité	07/12/2017
2711	2	Transit, regroupement, tri, ...équipements électriques mis au rebut	300 m3	DC	DC		En vigueur	Déclaration de l'antériorité	07/12/2017
2712	1	Stockage, dépollution, démontage, ... de VHU	420 m2	E	A		En vigueur	Déclaration de l'antériorité	07/12/2017
2713	1	Métaux et déchets de métaux (transit)	4 500 m2	E	A		En vigueur	Déclaration de l'antériorité	07/12/2017
2714	2	déchets non dangereux de papiers, plastiques, bois, ... (transit) hors 2710,2711 et 2719	620 m3	D	D		En vigueur	Déclaration de l'antériorité	07/12/2017
2718	1	Déchets dangereux ou contenant des substances ou préparations dangereuses (transit ou tri)	8 t	A	A		En vigueur	Déclaration de l'antériorité	07/12/2017

Constats :

La situation administrative de l'exploitant reste inchangée depuis 2017 (courrier du 07/12/2017 annexé à l'arrêté préfectoral du 15/10/2012).

Un courrier a été transmis à l'exploitant en date du 26/04/2022 suite au dépôt le 03/08/2021 d'une déclaration initiale pour l'installation d'un broyeur de métaux sur la plateforme de tri et de valorisation des déchets.

Le broyeur, d'une capacité de 8 tonnes par jour relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement a été installé au niveau de la ligne de grenaillage. Cette ligne est intégrée au périmètre de l'autorisation environnementale du site. La connexité du broyeur avec la ligne de grenaillage est une modification notable de l'autorisation environnementale et doit faire l'objet d'un Porter A Connaissance (PAC) conformément aux dispositions fixées à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. L'inspection n'a pas reçu de PAC suite au courrier d'avril 2022.

L'exploitant a transmis un PAC le 04/04/2024. Son instruction pourra avoir lieu pour régulariser la situation.

L'inspection a vu le broyeur lors de la visite.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Fonctionnement des Installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, articles 7.2.3 & 7.2.4
Thème(s) : Autre, Infrastructure et Installations
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.2.3.INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES -MISE À LA TERRE Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises (...) ARTICLE 7.2.4.PROTECTION CONTRE LA FOUDRE (...) L'exploitant dispose d'un système d'alerte sur le risque local et imminent de chute de la foudre. Une consigne de sécurité est spécifique à ce risque sur des installations.
Constats : Un tableau de bord QSE (Qualité Sécurité Environnement) listant tous les contrôles afférant à l'installation sur les aspects sécurité/environnement est tenu à jour pour suivre les contrôles faits, leur périodicité et les contrôles à venir. Le contrôle périodique des installations électriques a été réalisé en octobre 2024. Il est annuel et est programmé pour octobre 2025. Le point en U1 (Non-Conformité majeure) relevant de ce contrôle a, dès la sortie de visite, été pris en compte et est conforme. D'autres points U2 (Non-Conformité acceptable) puis U3 (Non-conformité mineure) seront au fur et à mesure pris en compte jusqu'au prochain contrôle. Les factures et rapports d'intervention attestant de la réalisation du remplacement, correction du point U1 ainsi que certains points U2 échantillonnés ont été présentés à l'inspection. Ils n'appellent pas d'observations particulières. Il convient que l'exploitant corrige à terme également les points en U3 pour ne pas les revoir d'une année à l'autre. Un contrôle annuel est réalisé pour la foudre ; le dernier date du 10/12/2024. Les installations (paratonnerre et parafoudre) étaient en état de fonctionnement. Il n'y avait pas de consigne sécurité particulière sur le risque foudre. L'exploitant a dès le lendemain de la visite mis en place une « consigne risque foudre ». Cette dernière a été transmise à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance
Prescription contrôlée :

ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Point de rejet	Auto-surveillance assurée par l'exploitant	
	Paramètres de suivi	Périodicité
Après le décanteur-déshuileur et avant rejet dans le réseau public d'assainissement.	MEST, Hydrocarbures totaux	Semestrielle

Article 9.2.4.1. Auto surveillance des ,eaux souterraines

A(...)

Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Fréquence des analyses	Paramètre	
		Nom	Code SANDRE
Piézomètres amont et aval	Semestrielle	Température de l'eau, pH, indice hydrocarbures	-
		Mercure (Hg), Cadmium (Cd), Chrome total (Cr), Fer (Fe), Nickel (Ni), Plomb (Pb), Arsenic (As) et Sélénium (Se)	1387,1388, 1389, 1393, 1386, 1382, 1369, 1385
		Composés Organiques Volatils : BTEX et Solvants organohalogénés	-
		Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques	2034
		Polychlorobiphényles	3270

B Suivi piézométrique

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site (lorsque le traçage est possible : au minimum, trois piézomètres (un amont, deux aval) pour réaliser une carte piézométrique).

Au moins, une fois par an, le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Constats :

L'exploitant a transmis, après la visite, les rapports des contrôles semestriels effectués en 2024. Les résultats n'appellent globalement pas d'observations particulières. Il convient cependant que l'exploitant prenne en compte les observations des différents rapports (par exemple sur tous les rapports relatifs aux piézomètres, on peut lire « la conformité relative à la température relevée à réception des échantillons n'est pas remplie », ou bien « le flacon parvenu au laboratoire, est non conforme »...). Un rapport de synthèse annuel pour assurer un suivi en bonne conformité et la tendance le cas échéant est suggéré.

Une carte des courbes isopièze manque à l'appel. Il convient qu'au moins une fois par an le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance soit relevé. Cet état peut également faire l'objet d'un point dans le rapport annuel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stock des déchets d'équipements électriques et électroniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 71.1
Thème(s) : Autre, Comptabilité des stocks de DEEE
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.
Constats : Le stock est géré sur un logiciel informatique. Cet état est instantané. Il est simple et en tout lieu possible de sortir un état des lieux du stock depuis le système informatique. Le focus de la visite ayant été les DEEE, ce sont ces stocks qui ont été consultés. Au jour de la visite, proche de la fin de période comptable (fin mars), le niveau de stock était très bas. Cela a été constaté lors de la visite également. L'exploitant a fait parvenir à l'inspection après la visite le niveau des totaux des stocks entrant/sortant sur les DEEE en 2024. Une différence importante est à noter sur la quantité entrante (5,8 tonnes) et sortante (43 tonnes). L'explication en est la suivante : tous les DEEE entrants ne sont pas systématiquement enregistrés sous un code spécifique DEEE, car ils sont souvent mélangés aux autres ferrailles. Ils sont triés dès qu'ils sont identifiés par les opérateurs, puis transférés dans les bacs ou alvéoles dédiés avant d'être comptabilisés en sortie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, articles 5.1.2 & 71.2
Thème(s) : Autre, Tri des DEEE contenant des piles ou des batteries
Prescription contrôlée : ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets dangereux et non dangereux de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. (...) ARTICLE 71.2. ZONAGES INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans

de secours s'ils existent.
(...)

Constats :

Le site reçoit les déchets (déchets métalliques, résidus de broyage, VHU, DEEE) d'autres sites du groupe, provenant de Strasbourg principalement, d'industries locales. Les particuliers aussi peuvent déposer ce type de déchets, mais cela est plus rare. Les DEEE représentent une toute petite partie des matériaux entrants. L'exploitant exprime ainsi les DEEE comme des « erreurs de tri » des sites de traitement précédents. Néanmoins à réception sur le site, le tri est effectué.

Trois zones sont dédiées au DEEE : les GEM froid « Grand équipement froid (réfrigérateur, congélateur) », les GEM hors froid « Grand équipement hors froid (machine à laver, four...) » et les PAM « Petits Appareils en Mélange (écran, perceuse...) ».

La destinée de ces DEEE sera les broyeurs sur site pour les GEM hors froid et/ou envoi à un prestataire de traitement dédié pour les GEM froid et PAM. L'exploitant a transmis à l'inspection après la visite les contrats en place avec deux éco-organismes pour le traitement dédié des DEEE.

Dans la mesure du possible, les DEEE sont, après tri, dépourvus de leur piles, accumulateurs et batteries au lithium. Ces batteries/piles sont ensuite entreposées selon une consigne spécifique dans des fûts contenant de la vermiculite.

Une consigne est en place pour la « Gestion des DEEE ». Une autre consigne spécifique au stockage et conditionnement des piles et accumulateurs portables contenant du lithium est également en place. Une « causerie sécurité » (sensibilisation) a été planifiée au 31 mars pour rappeler au personnel ces consignes spécifiques. L'exploitant a transmis à l'inspection l'enregistrement de cette causerie.

Le plan de site matérialise correctement les différentes zones d'accueil des déchets dont les trois zones de DEEE. La visite a permis de confirmer le plan.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, articles 4.2.2 & 7.6.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

ARTICLE 7.6.6.2 PLAN D'INTERVENTION

L'exploitant établit un plan d'intervention écrit qui précise notamment :

- l'organisation, les tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention ;
- les effectifs affectés, et leur formation ;
- le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement ;
- les moyens de liaison avec les Services d'incendie et de secours...

Le plan d'intervention, ainsi que le compte rendu des tests accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.2.2 PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan

des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...);
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...);
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

Un plan d'intervention a été mis en place en juillet 2024, transmis aux pompiers en décembre 2024. Il est disponible en trois lieux stratégiques du site, la "boîte pompier" et les deux réfectoires. Le plan est globalement complet et comprend les éléments attendus.

Le plan de réseau doit être précisé de tous les éléments prescrits dans l'arrêté. Il n'y a pas sur le plan des réseaux par exemple les points d'origine et de distribution de l'eau d'alimentation, vannes et compteurs, point de rejet et de prélèvement pour contrôle.

Des formations sur la sécurité, l'évacuation, la gestion en cas d'accident sur le site sont régulièrement données à l'ensemble du personnel. La formation incendie est par exemple donnée chaque année à l'ensemble du personnel (dernière formation en date février 2024 ; causerie sécurité relatant cette dernière transmise à l'inspection après la visite).

Des exercices POI sont organisés chaque trois mois environ de sorte à ce que tout le personnel y participe au moins une fois par an.

Des enregistrements attestent de toutes les formations (habilitantes, de causerie, d'exercice sécurité).

Un tableau de suivi des formations est disponible au service des ressources humaines du groupe ainsi qu'en local sur le site d'Erstein.

Parmi les caméras de télésurveillance existantes sur le site, deux sont des caméras thermiques permettant de prendre en temps réel la température de toutes les zones de stockages et ainsi, selon le seuil d'alerte paramétré, d'alerter d'un éventuel démarrage de feu. La vérification de l'ensemble des caméras est annuelle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Maîtrise des incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, articles 7.3.3 & 7.6.6.1 & 7.6.5

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des incendies

Prescription contrôlée :

ARTICLE 7.6.5. CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées,

utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Article 7.6.6.1 Système d'alerte interne

Le système d'alerte interne et ses différents scénarios sont définis dans un dossier d'alerte. Tenu à la disposition de l'inspection des installations classées,

ARTICLE 7.3.3.FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre, les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci ;
- Une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Constats :

Le plan d'intervention décrit les consignes d'alerte, d'intervention et de situation du site (constat 6).

Des exercices réguliers (se référer au constat 6 précédent) permettent de prétendre à une gestion correcte en cas d'incendie. Le registre de sécurité du site trace également tous les entraînements au maniement des moyens d'intervention.

Le système de surveillance thermique en place depuis 2023 permet de prévenir au plus tôt le début d'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, articles 7.2.1.1 & 7.6.3 & 7.6.4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

ARTICLE 7.6.4. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

L'exploitant dispose a minima :

- d'un puits incendie capable de fournir un débit de 120 m³/h pendant deux heures au minimum, muni de deux raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé ;
- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- de robinets d'incendie armés dont deux localisés à proximité de la ligne des refus d'induction de broyage ;
- de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

ARTICLE 7.6.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées

Article 7.2.1.1. GARDIENNAGE ET CONTRÔLE DES ACCÈS

(...) Une télésurveillance est assurée en permanence

Constats :

Les moyens de lutte contre l'incendie : extincteurs, RIA, détecteurs de fumée/BAES, trappes de désenfumage manuels sont contrôlés annuellement. Le dernier contrôle date du 21/03/2025.

Les derniers contrôles en date ont identifiés quelques remplacements à faire sur les extincteurs. Ces derniers ont été réalisés dès la sortie du contrôle.

Une palette entière d'absorbant est disponible sur le site.

Un puits incendie est disponible sur le site. Le dernier contrôle date de septembre 2021. La fréquence de contrôle définie est de 60 mois. Le prochain contrôle aura donc lieu en septembre 2026. Les résultats du dernier contrôle sont corrects.

Les plans du site disponibles aux salariés ainsi qu'aux pompiers indiquent correctement la position des extincteurs, RIA, vannes de confinement, trappes de désenfumages et puits incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Administratif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/12/2022

Thème(s) : Situation administrative, Evolution des règles de gestion relatives aux centres VHU

Prescription contrôlée :

Contractualisation avec les éco-organismes

Tous les exploitants de centres VHU, y compris ceux agréés antérieurement au 31/12/2024, sont tenus de contractualiser avec au moins un éco-organisme ou système individuel agréé représentant les marques des véhicules traités dans le centre pour procéder à :

- la reprise des VHU sur l'ensemble du territoire national ;
- la dépollution de ces véhicules ;
- le traitement des déchets dangereux issus de ces véhicules.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué être en conformité avec cette nouvelle règle. L'exploitant a transmis le contrat avec l'éco-organisme après la visite. Il est daté de fin janvier 2025.

Ce point n'appelle pas d'observations.

Type de suites proposées : Sans suite
